Mickaël Correia

MEDIAPART



LE MENSONGE TOTAL

Enquête sur un criminel climatique

Enquête de sens

« Ce livre est une bombe. Vous comprendrez enfin comment TotalEnergies organise le chaos climatique. »

CAMILLE ÉTIENNE

SEUIL

LE MENSONGE TOTAL

LE MENSONGE TOTAL

ENQUÊTE SUR UN CRIMINEL CLIMATIQUE

« ENQUÊTE DE SENS »

SEUIL MEDIAPART

Cet ouvrage est publié dans la collection « Enquête de sens »,
collaboration entre les éditions du Seuil et Mediapart.

ISBN 978-2-02-155517-2

© Mediapart
© Éditions du Seuil, mars 2024

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon, aux termes des articles L.335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com
www.mediapart.fr

INTRODUCTION

ATTENDRE QU'IL SOIT TROP TARD

La critique la plus injuste, c'est de nous reprocher de ne pas être engagés dans la transition énergétique.

Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies,
Le Journal du dimanche, 18 juin 2023.

« Depuis le XIXe siècle, l'Homme brûle en quantité chaque jour croissante des combustibles fossiles, charbons et hydrocarbures. [...] La circulation atmosphérique pourrait s'en trouver modifiée, et il n'est pas impossible, selon certains, d'envisager une fonte au moins partielle des calottes glaciaires des pôles, dont résulterait à coup sûr une montée sensible du niveau marin. Ses conséquences catastrophiques sont faciles à imaginer[1]. »

Quand le géographe François Durand-Dastès écrit ces lignes en 1971, il pèse chacun de ses mots. Il sait qu'ils seront lus par les milliers de salariés et les cadres exécutifs d'une des plus grandes compagnies pétrolières du monde. La multinationale Total a fait appel à lui pour rédiger sept pages titrées « La pollution

atmosphérique et le climat » dans sa revue interne, *Total Information*[2]. René de Lilliac, le patron du groupe, a tenu à préfacer personnellement ce dossier spécial climat. Noir sur blanc, il déclare être conscient que sa firme peut « provoquer des nuisances susceptibles d'affecter l'équilibre de la nature » et se dit « prêt à accepter toutes les contraintes utiles propres à préserver l'environnement ».

François Durand-Dastès, quant à lui, entend être précis. Et frapper les esprits. Chercheur spécialiste des moussons en Inde, il connaît les impacts désastreux des pluies diluviennes. Il assène : « Si la consommation de charbon et de pétrole se maintient au même rythme dans les années à venir », la situation sera « assez préoccupante ». Ses propos sont mesurés. Et vérifiés. Le géographe est l'un des universitaires français les plus au fait de la recherche sur le climat. Il s'abreuve de littérature scientifique américaine, à la pointe sur la question, et des derniers travaux en météorologie[3].

L'alerte de François Durand-Dastès dans *Total Information* n'est pas isolée. L'affirmation d'un réchauffement à venir si les émissions suivent leur trajectoire se répand alors dans les revues scientifiques. Les cadres supérieurs de Total sont de plus en plus exposés à des études pointant l'impact néfaste sur le climat des activités pétrolières. Depuis les années 1950, des recherches commanditées par l'American Petroleum Institute, organisme regroupant les pétroliers étasuniens, parmi lesquels la filiale nord-américaine de Total, soulignent le lien entre combustion de pétrole et effet de serre[4]. Dès 1965, un rapport du comité scientifique de la Maison-Blanche[5] a affirmé que la hausse du CO_2 dans notre atmosphère pourrait « produire des

changements mesurables et peut-être marqués du climat ». Enfin, des études coordonnées en 1970 et 1971 par le Massachusetts Institute of Technology[6] ont prédit une augmentation des températures de 2 °C vers 2030 – elle est déjà de l'ordre de 1,2 °C.

« En somme, quand Total publie son article qui fait référence pour la première fois à la menace climatique, c'est le signe de l'entrée dans le radar attentionnel des pétroliers français d'un ensemble d'études scientifiques sur le réchauffement global. Des travaux sont également discutés en France dans les milieux des ingénieurs du Corps des mines ou des savants et hauts fonctionnaires[7] », explique Christophe Bonneuil, directeur de recherche en histoire au CNRS, qui a remis la main sur l'article de François Durand-Dastès. Dans l'Hexagone, la Datar (Délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale) s'inquiétait déjà en 1968 dans un colloque des « problèmes de modification globale du climat terrestre[8] ». Un an plus tard, le numéro deux de cette structure d'État, le haut fonctionnaire Serge Antoine, évoquait l'enjeu du CO_2 dans une note au Premier ministre : elle sera à l'origine de la création du ministère de l'Environnement.

En 1971, quand François Durand-Dastès s'alarme dans *Total Information*, Greenpeace et Les Amis de la Terre viennent de voir le jour. Le Conseil national du patronat français (CNPF, ancêtre du Medef) crée cette même année une « commission environnement », tandis qu'une brochure du syndicat patronal des industries pétrolières admet « un léger effet de réchauffement du climat terrestre d'ici à la fin du siècle ».

Comment Total réagit-elle à ces signaux d'alerte ? Elle fait la sourde oreille.

Aux États-Unis, les majors du pétrole commandent des rapports à des universitaires. Elles cherchent à savoir si un tampon naturel pourrait venir contrebalancer les émissions croissantes de gaz à effet de serre. Elles ne trouvent rien. Après avoir envoyé des scientifiques étudier l'absorption du CO_2 par les océans, Exxon affirme en 1979 dans une étude interne que « le niveau actuel de consommation des fossiles va causer des effets environnementaux dramatiques avant 2050[9] ».

Toutefois, « chez Total comme chez Elf [groupe qui fusionnera avec Total en 2000], nous n'avons pas trouvé trace dans leurs archives de recherches ou études internes sur le dérèglement climatique dans les années 1972–1987 », s'étonne Christophe Bonneuil. « Il est aussi surprenant que, durant cette période, les magazines d'Elf et Total soient restés silencieux sur les travaux et scénarios du changement climatique. » Rien sur la première conférence mondiale sur le climat en 1979 à Genève. Rien non plus, la même année, sur le rapport « Charney » de l'Académie américaine des sciences, un tournant dans le monde scientifique qui renforce la certitude du réchauffement global à venir. Cette synthèse commandée par Washington conclut pourtant qu'« une politique du *wait-and-see* signifierait attendre qu'il soit trop tard ».

Après l'article de François Durand-Dastès, c'est seulement en 1989 que la question du réchauffement sera à nouveau mentionnée dans la revue de Total, et en 2004 qu'un chercheur y présentera l'état des savoirs sur le changement climatique.

Contre-feu climatosceptique

Après le choc pétrolier de 1973, les écologistes militent en faveur des énergies renouvelables. Mais Total, financièrement aux abois, préfère se diversifier dans le charbon – qu'importe les alertes climatiques toujours plus nombreuses. Avec la British Petroleum, la major commence dès 1976 à extraire de la houille en Afrique du Sud, alors sous régime d'apartheid. Puis elle fonde en 1979 Anthracorp Inc. pour l'exploitation du charbon aux États-Unis.

En 1986, l'enjeu du changement climatique apparaît au détour d'un rapport interne d'Elf. Bernard Tramier, directeur de l'environnement de la compagnie, y souligne que « tous les modèles sont unanimes à prédire un réchauffement de la Terre ». Mais il prévient dans la foulée : « Les premières réactions ont été, bien entendu, de "taxer les énergies fossiles", il est donc évident que l'industrie pétrolière devra de nouveau se préparer à se défendre[10]. » C'est qu'à la fin des années 1980, les dirigeants politiques expriment un volontarisme inédit en faveur du climat. Trois propositions pour freiner le réchauffement sont lancées. À la suite de la conférence intergouvernementale de Toronto, en juin 1988, une réduction de 20 % des émissions d'ici à 2005 est préconisée. En 1989, la Commission européenne avance quant à elle l'idée d'une taxe sur les énergies fossiles, élargie à terme à l'échelle mondiale. Enfin, le Premier ministre français, Michel Rocard, milite pour l'instauration d'une autorité mondiale de l'atmosphère dotée de pouvoirs contraignants.

Acculés, les pétroliers dégainent une arme redoutable : le doute quant au fondement scientifique des travaux sur le dérèglement climatique. La stratégie est efficace. Au cours des années 1990, les trois propositions politiques sont torpillées ou abandonnées, sous pression des industriels fossiles.

Total a ainsi œuvré à saboter la volonté européenne d'instaurer une taxe sur le carbone destinée à mettre fin aux énergies fossiles (voir Partie IV). Le contre-feu organisé par le pétrolier français a été à ce point opérant que l'idée d'« écotaxe » a été jetée aux oubliettes au Sommet de la Terre de Rio de Janeiro en juin 1992. Au cours des négociations, Total a distribué aux délégations diplomatiques un dossier affirmant que les scientifiques n'avaient pas encore « dissipé les incertitudes concernant l'effet de serre ».

Cette fabrique du doute a été mise en œuvre à chaque conférence internationale. Deux mois après Rio, le président d'honneur de Total, François-Xavier Ortoli, a pu affirmer lors du congrès du Conseil mondial de l'énergie, à Madrid, qu'en matière de changement climatique, « Hippocrate dit oui, mais Gallien dit non. Il existe un doute[11] ». Même son de cloche chez Elf. Francis Girault, directeur de la stratégie de la firme, a en mars 1993 préconisé auprès de sa direction un plan d'action dans les champs scientifique, politique, industriel et médiatique autour d'une idée : faire valoir qu'« il existe des doutes scientifiques en matière d'effet de serre ».

Le faux tournant « vert »

Une fois cette bataille gagnée, Total adopte cependant un nouveau langage. En 1996, le deuxième rapport sur le climat du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) puis, en 1997, la conférence internationale de Kyoto (COP3), enfoncent le clou en matière d'alerte climatique. Total comprend que, face aux avancées scientifiques et à la mobilisation de la société civile, le déni scientifique devient contre-productif. Les notions de « développement durable » et de « responsabilité sociale de l'entreprise » commencent à consteller ses discours publics. Pour autant, Total continue d'investir massivement dans les énergies fossiles : elle injecte plus de 30 milliards de dollars dans le pétrole et le gaz entre 2000 et 2005[12].

Dans son premier « rapport sociétal et environnemental », en 2002, le groupe utilise encore le conditionnel pour évoquer les origines humaines du réchauffement. Il faut attendre 2006 pour qu'il orchestre son adhésion au consensus scientifique : en septembre, Total réunit plus de 280 personnalités scientifiques pour une conférence sur le changement climatique. Deux ans plus tard, le pétrolier finance la chaire « Développement durable » du Collège de France, par la suite occupée par Nicholas Stern, économiste britannique de renom. « Cette reconnaissance de l'expertise scientifique du GIEC permet à Total de dérouler un nouveau récit », analyse Christophe Bonneuil : « Une sorte de division du travail où, d'une part, les scientifiques sont en charge de faire l'état des lieux du changement climatique et, d'autre part, les entreprises se présentent comme les plus légitimes pour

mettre en œuvre les solutions adéquates pour opérer la transition énergétique[13]. »

Mais, fin décembre 2015, Total se trouve au pied du mur climatique. La 21e conférence internationale sur le climat (COP21), accueillie par la France, a abouti à un traité historique : l'accord de Paris, qui réunit toutes les nations autour de l'objectif de limiter le réchauffement à moins de 2 °C. Trois mois plus tard, Patrick Pouyanné, PDG de la firme depuis 2014, présente à la presse *One Total 2035*, la feuille de route de la compagnie pour réduire ses émissions et transformer Total en « major de l'énergie responsable[14] ». Elle a été élaborée par la multinationale elle-même, depuis le quartier d'affaires de la Défense.

« La volonté d'une énergie propre renvoie à la notion de changement climatique qui est avant tout un défi énergétique. Nous avons l'ambition de prendre en charge ce sujet », soutient alors le patron de la multinationale. « En tant que pétrolier, nous sommes classés dans le camp des "méchants". Mais nous allons faire évoluer notre mix de produits énergétiques afin de baisser graduellement son intensité en CO_2 de façon à participer au maintien du réchauffement en dessous de 2 °C[15]. »

Depuis l'accord de Paris, Total a installé un récit positif sur la transition écologique, dans lequel le groupe joue un rôle moteur en matière d'action pour le climat. Une stratégie « verte » qui lui permet de gagner du temps. Car, dans les faits, entre 2015 et 2019, Total a dépensé 77 milliards de dollars dans l'exploration et la production de pétrole et de gaz, mais investi à peine 5 milliards de dollars dans les énergies renouvelables. Début 2021, la multinationale produisait 447 fois plus d'énergies fossiles que d'énergies vertes.

« Nous ne vous décevrons pas ! »

Le 28 mai 2021 marque le point d'orgue de ce verdissement de façade. Ce jour-là, réunis en assemblée générale, ses actionnaires décident de rebaptiser leur firme. « Nous actons notre changement de nom [...] pour ancrer dans son identité sa stratégie de transformation en compagnie multi-énergies », s'enthousiasme alors Patrick Pouyanné : « TotalEnergies a pour ambition d'être un acteur majeur de la transition écologique. Nous ne vous décevrons pas[16] ! »

Ce coup marketing reflète, au mieux, une vaste opération de greenwashing, au pire, un terrible aveuglement. Selon le dernier plan climat du groupe, en 2030 15 % seulement de l'énergie produite par la multinationale sera renouvelable. L'écran de fumée de jouer sur la dénomination de l'entreprise est une vieille ficelle de la firme. En 1977, après un choc pétrolier et les premières marées noires bretonnes, la major, tout en investissant dans le charbon, communiquait à tous crins sur ses timides efforts dans le solaire à travers une campagne publicitaire titrée... « TotalEnergies ». Déjà à l'époque, le groupe industriel français essayait de nous convaincre qu'il était davantage qu'une compagnie pétrolière.

Aujourd'hui, alors que l'humanité a vécu en 2023 son année la plus chaude jamais enregistrée et que les dérèglements climatiques s'amplifient à un rythme inouï[17], TotalEnergies demeure une des vingt multinationales les plus émettrices du globe[18]. Le groupe industriel rejette chaque année dans nos cieux autant

de gaz à effet de serre que l'ensemble des Français. Bien loin d'amorcer une baisse de sa production, TotalEnergies est, parmi les compagnies pétrolières internationales, celle qui a approuvé en 2022 le plus grand nombre de nouveaux projets fossiles. Les émissions liées au pétrole et au gaz qui en seront extraits signent l'échec de l'accord de Paris sur le climat. « Une entreprise privée annonce ainsi qu'elle envisage de faire capoter un accord international ratifié par la quasi-totalité des États du monde et mettant en jeu rien de moins que l'habitabilité de la planète », avertit le collectif de chercheurs français de l'Atelier d'écologie politique (Atécopol)[19].

Fruit de plus de deux ans d'enquête au sein de Mediapart, cet ouvrage révèle comment les redoutables stratagèmes de TotalEnergies pour prolonger notre dépendance fossile font du fleuron industriel français un criminel climatique international. Au fil des pages, il dévoile les bombes climatiques fabriquées en catimini par le groupe, confronte les discours verts de la major à la réalité de ses mégaprojets écocidaires, met à nu le colonialisme mortifère derrière son greenwashing, montre comment ses cercles d'influence politique lui permettent d'attiser le brasier climatique.

Ces investigations m'ont conduit à suivre les cargos de TotalEnergies qui sillonnent les océans comme à remonter les oléoducs d'une raffinerie monstre dans le golfe Persique. À éplucher les déclarations de patrimoine des députés français comme à écouter des familles expropriées en République du Congo.

Mais, entre les couloirs des COP où le pétrolier déploie un lobbying féroce et les réceptions d'ambassadeurs qui hypothèquent notre avenir en soutenant TotalEnergies, surgissent aussi, pas